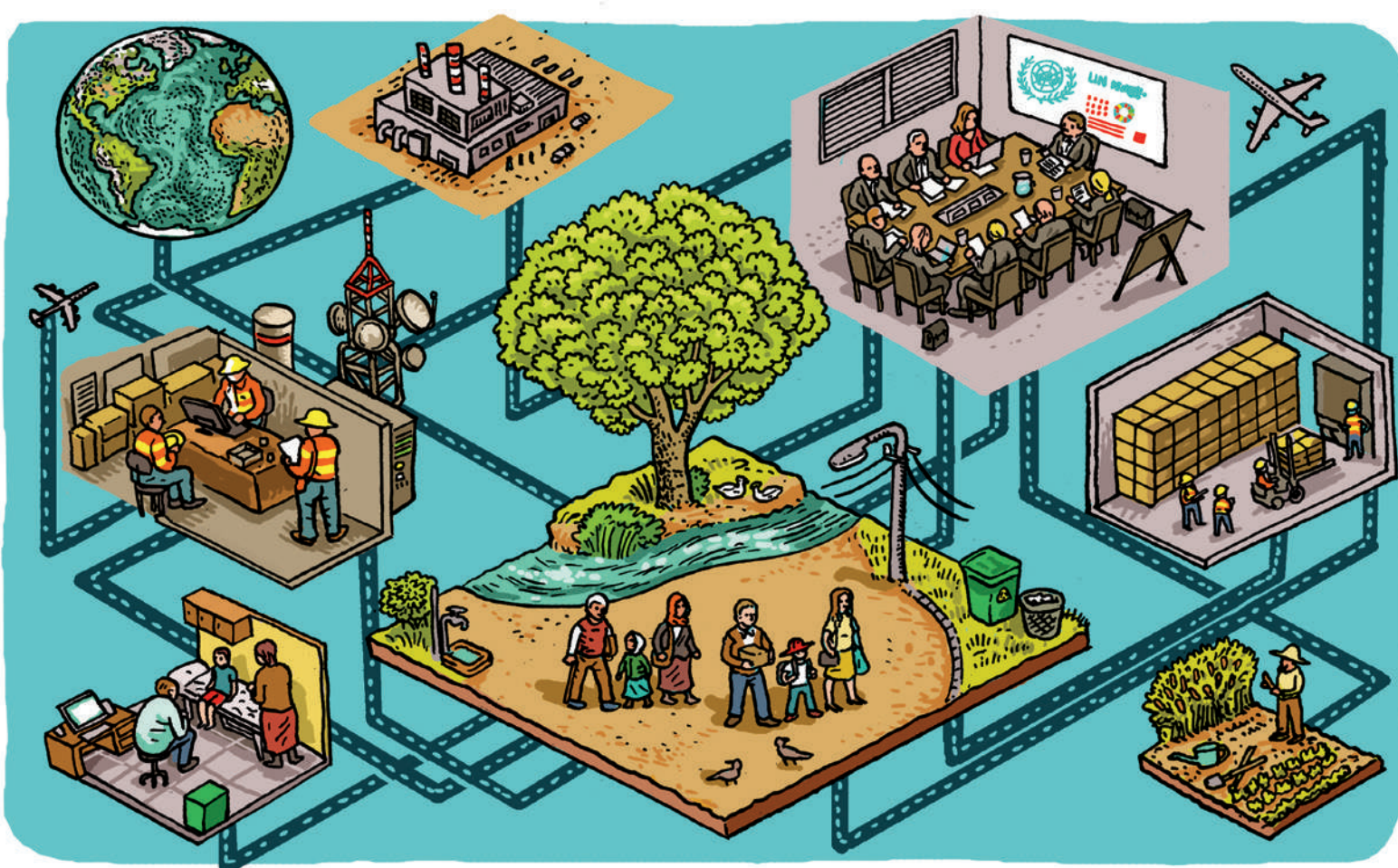




RÉSUMÉ

LIBÉRER LE POUVOIR
DE LA LOCALISATION
ET DES PARTENARIATS
MULTIPARTITES
POUR SAUVER LES ODD

Juillet 2025

RÉSUMÉ

À l'approche de l'échéance de 2030 pour les objectifs de développement durable (ODD), les progrès mondiaux restent nettement en retard. Selon le rapport d'étape 2024 de l'ONU sur les ODD,¹ seules 17 % des cibles sont en bonne voie, avec des régressions significatives en matière d'éradication de la pauvreté, de la faim, de l'éducation et de l'action climatique. Une convergence de crises, notamment des inégalités persistantes, des conflits, l'insécurité alimentaire, l'instabilité climatique et un déficit de financement mondial, menace de faire dérailler le Programme 2030.

Au milieu de ces défis, la localisation et les partenariats multipartites apparaissent comme des stratégies essentielles pour accélérer la mise en œuvre des ODD. La localisation est essentielle pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD), car elle rapproche la mise en œuvre des personnes et des lieux les plus touchés. Avec environ 65 % des cibles des ODD dépendant de l'action locale,² les gouvernements locaux et les acteurs de la société civile sont particulièrement bien placés pour adapter les solutions, favoriser l'appropriation communautaire et assurer plus de redevabilité. La localisation permet une meilleure utilisation des données désagrégées, facilite la participation inclusive et stimule l'innovation dans la prestation de services, des modèles évolutifs souvent pionniers que les acteurs nationaux ou mondiaux peuvent adopter. Alors que les progrès mondiaux stagnent, l'autonomisation des acteurs locaux est devenue non seulement une nécessité pratique, mais aussi un impératif stratégique pour sauver le Programme 2030.

Ce rapport intitulé « **Libérer le pouvoir de la localisation et des partenariats multipartites pour sauver les ODD** », s'appuyant sur plus de 15 études de cas réels du réseau Forus en Afrique, en Asie, en Amérique latine, dans le Pacifique et en Europe, souligne le potentiel transformateur de la localisation et des partenariats équitables dans la réalisation des ODD. Il présente des informations clés sur ce qui fonctionne, ce qui entrave les progrès et les opportunités qui s'offrent à nous pour accélérer la mise en œuvre des ODD grâce à la localisation et aux partenariats. Les exemples de plus de 15 pays, dont l'Argentine, le Guatemala, l'Indonésie, la Zambie et les Philippines, démontrent que la localisation, *lorsqu'elle dispose de ressources suffisantes* et qu'elle s'appuie sur *des partenariats inclusifs et multipartites*, est notre meilleur levier pour sauver le Programme 2030.

Contrairement aux évaluations traditionnelles, ce rapport combine des données locales, des statistiques officielles et diverses études de cas régionales pour dresser un tableau complet des efforts de localisation des ODD. Il fournit une feuille de route stratégique opportune aux gouvernements, à la société civile, aux banques publiques de développement et aux donateurs afin de réorienter les efforts de mise en œuvre autour du pouvoir local, de la gouvernance inclusive et des cadres politiques cohérents. Le rapport met également en lumière les récits de la campagne multilingue et participative de Forus « **Nous ne laissons personne de côté, et vous?** » sur l'impact de la société civile et son influence positive sur les ODD et sur la promesse "ne laisser personne de côté", avec des histoires qui ont été soumises du monde entier.

1 ONU (2024). Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable (A/79/79-E/2024/54).

2 PNUD, ONU-Habitat, DAES (2024). Accélérer la localisation des ODD.

LIBÉRER LE POUVOIR DE LA LOCALISATION ET DES PARTENARIATS MULTIPARTITES POUR SAUVER LES ODD

Principales constatations

- **La localisation prend de l'ampleur** : en juillet 2024, plus de 300 villes,³ municipalités et régions ont publié des examens locaux volontaires (ELV), reflétant une augmentation du leadership et de la responsabilité locaux (*Progressing National SDGs Implementation Report*, 2024).
- **L'intégration nationale-locale s'intensifie** : en 2024, près de 70 % des pays issus d'ENV ont fait état de mécanismes de coordination formels entre les niveaux national et infranational pour la mise en œuvre des ODD, marquant ainsi une évolution institutionnelle constante vers une gouvernance à plusieurs niveaux.
- **Le succès dépend de catalyseurs systémiques** : les principales conditions favorables comprennent des cadres politiques et budgétaires cohérents, un financement prévisible, des systèmes de données locaux robustes (y compris des données générées par la communauté), une participation civique inclusive et l'innovation numérique.
- **Des obstacles persistent** : de nombreux acteurs locaux continuent d'être confrontés à des systèmes de gouvernance fragmentés, à des mandats sous-financés, à une infrastructure statistique faible et à un espace civique en déclin, en particulier dans des contextes d'instabilité politique et de centralisation.
- **La société civile est centrale** : les organisations communautaires jouent un rôle essentiel dans la catalyse de la planification inclusive, du suivi local et de la redevabilité ascendante.

Recommandations

Pour étendre et soutenir la localisation des ODD, le rapport appelle les gouvernements, les donateurs et les acteurs du développement à :

- **Institutionnaliser la localisation dans les systèmes nationaux de planification, de budgétisation et de suivi**, avec des rôles clairement définis pour les acteurs infranationaux.
- **Intensifier et intégrer les ELV et les examens infranationaux volontaires (VSR)** dans les cycles formels de rapports nationaux et mondiaux sur les ODD afin de renforcer la cohérence et la responsabilité.
- **Fournir un financement direct, prévisible et flexible aux gouvernements locaux et à la société civile**, en veillant à ce que les mécanismes de financement soient adaptés aux besoins et aux réalités locales.
- **Renforcer les capacités locales** grâce à la formation à long terme, aux infrastructures et à l'apprentissage par les pairs.
- **Améliorer les écosystèmes de données locaux**, y compris l'intégration de données désagrégées et générées par la communauté pour suivre les progrès et cerner les lacunes.
- **Promouvoir des partenariats multipartites équitables et protéger l'environnement favorable de la société civile**, en particulier des groupes marginalisés et sous-représentés, dans les structures de gouvernance locales.
- **Tirer parti des outils numériques inclusifs et du renforcement des capacités** pour améliorer l'accès, l'engagement et la transparence dans la planification locale des ODD et la prestation de services.
- **Aligner le financement des donateurs sur les stratégies de développement menées localement**, en assurant le soutien à des partenariats à long terme basés sur la confiance.

3 Bond, UKSSD, Action pour le développement durable (A4SD), Forus International, Institut international du développement durable (IISD), Bond, Cooperation Canada, Sightsavers, Save the Children, Arab NGO Network for Development (2024). Rapport sur l'avancement de la mise en œuvre des ODD au niveau national 2024.

UN APPEL À L'ACTION

Alors qu'il ne reste que cinq ans, le monde ne peut pas se permettre de faire comme si de rien n'était. La localisation n'est pas un ajout, c'est un changement transformateur pour s'assurer que la mise en œuvre des ODD est ancrée dans les réalités locales, répond aux besoins locaux et est dirigée par des acteurs locaux.

Ce rapport exhorte les décideurs, les bailleurs de fonds et les institutions internationales à agir de manière décisive et collaborative. Ce n'est qu'en mettant l'accent sur le leadership local et les partenariats multipartites que nous pourrions accélérer les progrès significatifs vers le Programme 2030 et veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte.



Forus est un réseau piloté par ses membres, composé de 72 plateformes nationales d'ONG et de 7 coalitions régionales provenant de tous les continents, représentant plus de 24 000 ONG actives localement et à l'international dans les domaines du développement, des droits humains et de l'environnement.

Cette publication a été réalisée avec le soutien de l'Agence française de développement (AFD), de la Fondation de France, d'Oxfam Hong Kong, du Gouvernement princier de Monaco et de l'Union européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de Forus.

Lisez le rapport complet [ici](#).



Funded by
the European Union